

EUROPE : COMMENT AVANCER ENSEMBLE ?

Jacques Delors | *président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Jacques Delors, président fondateur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, est intervenu le 18 mai 2013 en la cathédrale de Lille à l'occasion du 100^{ème} anniversaire du diocèse de Lille. Il a rappelé l'acquis considérable de l'Europe, décrit les trois chocs auxquels l'UE doit faire face (souverainetés, mondialisation, erreurs humaines), évoqué la souveraineté partagée et donné des pistes pour essayer d'avancer ensemble.

Vous parler de l'Europe, de sa civilisation, de ses valeurs, alors que nos pays tombent dans la récession économique, le chômage de masse, l'accroissement des inégalités, n'est-ce pas de ma part une forme de provocation ? Vous entretenir de la construction européenne comme d'une aventure spirituelle, alors que nos pays sont dominés par l'individualisme et le matérialisme, n'est-ce pas s'engager dans une mauvaise direction ? C'est oublier que la construction européenne n'est pas que le résultat de ce qu'en font les nations et les gouvernements. C'est aussi une idée portée par des milliers de militants, depuis longtemps, depuis avant la dernière guerre. En dépit de ce climat morose et des inquiétudes qui sont celles de nos contemporains, je voudrais vous dire que, malgré tout, les acquis de la construction européenne sont là. L'espoir est entretenu, mais l'éternelle question se pose, l'une des questions qui est au cœur de ce centenaire : comment avancer ensemble, face sans doute à la crise la plus grave que les Européens ont affrontée depuis cent ans ?

Je sais très bien que, aujourd'hui, l'instantané domine, les nouvelles sont vite oubliées et pourtant, les peuples qui n'ont pas de mémoire n'ont pas d'avenir. C'est pourquoi je ferai souvent appel à la mémoire, pas la mienne seulement, mais la mémoire des générations qui nous ont précédés. Il ne faut pas oublier, de ce point de vue, que la construction européenne est une utopie nourrie par un élan spirituel. La construction européenne doit faire face à trois chocs : le choc des générations, le choc de la crise et de la mondialisation, et le choc des erreurs humaines.

1. Un acquis considérable

L'acquis européen demeure considérable et je voudrais en donner quelques exemples pour essayer de retrouver ensemble des raisons d'espérer, des raisons réalistes, mais des raisons mues également par

les grandes idées qui font le monde. La construction européenne est une utopie concrétisée par un élan spirituel, l'entre-deux-guerres et la montée des périls. En France, on a appelé souvent les années 1930 les « années folles » : d'un côté, on observait la montée du nazisme, de la haine, de la haine raciale, et de l'autre côté, il y avait un peu d'insouciance de la part des pays d'Europe occidentale. Pendant cette période, des hommes et des femmes politiques, religieux et intellectuels ont attiré l'attention de l'Europe et mis en garde : nous sortions d'une guerre terrible et meurtrière, celle de 1914-1918, tandis que l'homme étant toujours un loup pour l'homme, il fallait rester vigilant. Et pourtant ce fut la guerre, une cruelle défaite pour la France, puis enfin la victoire sur le nazisme et l'intolérance. Mais il ne faut jamais oublier ces personnes qui, avant la guerre, ont essayé d'éviter la catastrophe de 1939-1945. Parmi elles, je le cite, mais je pourrais également faire toute une conférence sur les hommes et les femmes allemands, français et autres qui, pendant cette période, ont payé de leur vie leur résistance au totalitarisme. Je ne prendrai qu'un exemple, puisqu'il est en partie à l'origine de la construction européenne, celui de Jean Monnet.

Jean Monnet a essayé : avant la guerre, il a même été secrétaire général adjoint de la Société des Nations, il a perdu espoir puis il s'est dit qu'il faudrait bien un jour reconstruire une Europe de paix. D'ailleurs, dès 1948, au Congrès de La Haye, présidé par Winston Churchill, la petite fée Espérance était là. Le thème était simple : plus jamais la guerre entre nous. Mais comment faire ? Il fallait un geste fort, ce fut l'appel de Robert Schuman du 9 mai 1950. Nous sommes ici dans une église, il y a beaucoup de chrétiens, de croyants, mais même les non-croyants ont dit que le geste de Robert Schuman avait une valeur spirituelle. Ce n'était pas facile, même au sein du gouvernement français, il existait des oppositions. En effet, nous sortions de

la guerre, les peuples étaient inquiets, la Corée était le théâtre d'une nouvelle guerre. Il y avait de l'amertume et un goût de revanche. Hannah Arendt, en 1960, dix ans après Schuman, utilisa l'expression « le pardon et la promesse ». Dans son ouvrage *La condition de l'homme moderne*, Hannah Arendt cite l'évangile de Saint Matthieu : « Si vous pardonnez aux hommes leurs manquements, Dieu vous pardonnera aussi. » Je fais donc le rapprochement entre cette citation et le geste de Robert Schuman : le pardon n'est pas l'oubli - comment oublier les atrocités, la perte de gens chers, la répétition possible d'erreurs humaines -, mais c'est un geste. Et la promesse était de dire, notamment aux Allemands, « vous, les fils et les filles de ceux qui avez vécu cette période, en avez été responsables en grande partie, et bien nous vous garantissons que si nous faisons une Europe de la paix, vos enfants seront introduits dans la communauté humaine, comme les autres, et il n'y aura pas toujours une étoile, non pas jaune, mais rouge ou autre, pour les caractériser ». Le pardon et la promesse, c'est la plus belle chose qui ait été prononcée en matière européenne.

Pour y parvenir, il fallait trouver de la substance. Étant donné qu'à l'époque, les éléments de la guerre étaient le charbon et l'acier, on a proposé que la France, l'Allemagne et les autres pays de l'Europe occidentale qui le voulaient - la Grande-Bretagne a refusé à l'époque - fassent ensemble une Communauté du charbon et de l'acier. Le charbon et l'acier ne devaient plus servir à nourrir les guerres de demain mais être mis en commun pour essayer de rebâtir une prospérité car nos économies avaient été détruites, massacrées par la guerre. À partir du charbon et de l'acier, il s'agissait de créer des façons de vivre ensemble, de se connaître, de ne pas simplement se rappeler toutes les atrocités d'hier. Donc ce fut la Communauté européenne du charbon et de l'acier, dont Jean Monnet fut le premier président d'ailleurs. Deux ans auparavant, ceux qui étaient à La Haye ont voulu aller plus vite, ce qui a conduit à deux échecs. Le premier est celui d'une communauté politique, que tout le monde a oubliée. Il s'agissait simplement de construire une Constitution pour l'Europe, comme il existe une Constitution en France, mais les pays l'ont rejetée et n'ont pas été très loin. Le deuxième échec, plus sérieux, a été celui de la Communauté européenne de défense, qui constituait un pas considérable : après avoir mis ensemble le charbon et d'acier, on allait avoir une armée commune. Mais c'est le Parlement français qui l'a refusée. La construction européenne n'a donc jamais été un long fleuve tranquille.

Si j'ai dit que la crise actuelle était la plus grave, je pourrais vous en rappeler quelques autres. La crise de la chaise vide par exemple : le général De Gaulle, qui n'était pas très fédéraliste, a protesté contre des initiatives de la Commission européenne de l'époque, et la chaise de la France est restée vide pendant un an et demi. Il y a eu la crise des monnaies et la flambée des prix de l'énergie. Au début des années 1970, le dollar a été détaché de sa référence à l'or, les changes se sont mis à flotter et, en même temps, les pays arabes multipliaient par cinq le prix de l'énergie. L'Europe a été gravement touchée par ces secousses. Enfin, il y a eu le blocage des années 1979-1980, puis une deuxième tension franco-allemande avec la guerre de Yougoslavie.

Permettez-moi, dans le contexte présent et sans faire trop d'analogies, de vous rappeler ces deux événements. Au début des années 1970, le dollar flotte, nos économies s'appauvrissent, nos monnaies entre elles font constamment un yo-yo et la flambée du prix de l'énergie augmente considérablement nos coûts de l'énergie. Par rapport à cette situation, le chancelier allemand Helmut Schmidt dit aux Allemands : « On va se serrer la ceinture de trois trous ». De son côté, le gouvernement français dit aux Français : « On va faire 2 % de plus de taux de croissance pendant quelques années et on va absorber ça ». Les politiques étaient totalement opposées, et malgré cela, Messieurs Giscard d'Estaing et Schmidt, avec l'aide des présidents de la Commission, Jenkins et Ortoli, ont construit le système monétaire européen, c'est-à-dire une première organisation entre elles des monnaies qui permettait d'échapper partiellement aux conséquences de la crise venue de l'extérieur, malgré des économies divergentes.

Deuxième exemple d'une tension franco-allemande - pour vous rendre optimistes pour l'avenir - c'est au moment de la tragédie yougoslave, quand les six pays de la Yougoslavie sont entrés en guerre civile entre eux. La France avait une nostalgie historique compréhensible pour la Serbie, l'Allemagne pour la Croatie et la Slovénie. J'étais présent à la Commission européenne et je peux vous dire que les discussions étaient terribles entre les uns et les autres. D'autant plus que les Allemands ne voulaient pas céder et voulaient reconnaître l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, ce qui ne plaisait pas aux Français. Malgré cela, ils ont décidé de mettre ce problème de côté, pour préparer le traité de Maastricht en 1991, avec sa mesure essentielle : l'adoption d'une monnaie unique, l'euro. Vous voyez donc que dans le passé, il y a déjà eu des

tensions franco-allemandes et que, par miracle, ou par une sorte d'audace des chefs d'État qui surmontaient leurs différences, il a été possible de continuer. Quand j'ai vu l'entêtement des Allemands et des Français au moment de la tragédie yougoslave, je me suis pourtant demandé si tout n'allait pas casser. Je crois qu'il faut toujours se rappeler cela, pour essayer de comprendre. Mais le fleuve non tranquille a continué, la France a refusé le traité constitutionnel, il a été remplacé par le traité de Lisbonne.

Tout ceci pour vous dire que ce n'est pas la première fois que nous connaissons des difficultés. Mais ces difficultés, auxquelles nous reviendrons quand nous parlerons du choc des souverainetés nationales, ne doivent pas nous empêcher de nous rappeler les raisons pour lesquelles les pères de l'Europe se sont obstinés et ont fait l'Europe. C'est pourquoi, lorsque j'ai été nommé à la Commission européenne, j'avais lancé en 1985 un programme qui s'appelait « une âme pour l'Europe », soutenu par toutes les églises. Cette idée m'avait été inspirée par une remarque de Monseigneur Dalloz qui, je crois, explique très bien le lien entre spiritualité et cité ou politique. Il disait : « Une dimension spirituelle n'est pas davantage aujourd'hui qu'hier affaire de grands mots et de grands sentiments. S'il est spirituel et lui-même charnel, il faut que le charnel soit de quelque façon spirituel ». Il s'agit de la meilleure manière possible de ce que nous ont apporté les pères de l'Europe. D'ailleurs, cet esprit d'une âme pour l'Europe, en-dehors de la dimension strictement spirituelle, a été illustré par deux textes, adoptés par tous les pays de l'Europe : la Déclaration sur les droits des travailleurs en 1989, et la Charte des droits fondamentaux en préambule des derniers traités.

2. Faire face à trois chocs

La construction européenne fait aujourd'hui face à trois chocs, qui touchent le court et le moyen terme : le choc des souverainetés, le choc de la mondialisation et le choc des erreurs humaines.

2.1. Le choc des souverainetés

Le choc des souverainetés a toujours existé : les intérêts nationaux et européens ne sont pas toujours conciliables. Certains cherchent, à travers l'intérêt européen, le bien commun des Européens ; c'est d'ailleurs l'un des points oméga de la construction européenne. Ce bien commun étant défini, au terme de compromis entre les États, il faut alors accepter un partage de la souveraineté, problème sensible en France - tout

en conciliant l'unité et la diversité, car il ne s'agit pas de faire un *Européen sapiens*, un homme unique : les Français seront toujours les Français et les Allemands les Allemands. Mais il faut pouvoir s'unir dans la diversité parce que c'est notre intérêt et notre idéal commun.

Le choc des souverainetés a ensuite été aiguë par la crise financière que vous connaissez, autrement dit l'idéologie de l'argent-roi, du marché seul maître, l'homme se prenant pour Prométhée. Telle est la vraie leçon des années financières qui nous ont amenés à la situation actuelle. Le marché-roi et l'individualisme exacerbé contemporain sont des notions liées : c'est en ce sens que l'Europe affronte une crise de civilisation, pour ne pas dire une crise morale, car cette crise a aggravé le choc des gouvernements. On observe une crise d'identité, un repli sur soi, qui est d'ailleurs demandé par les populations effrayées par la mondialisation, par le changement des rapports de force, par la montée des populismes de droite et de gauche, d'où les tentatives des gouvernements nationaux de jouer de la peur et de l'angoisse, ou de considérer Bruxelles comme un bouc-émissaire. Pourtant, quand on dit que Bruxelles est un bouc-émissaire, il faut savoir que toutes les décisions sont prises soit au Conseil européen, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, soit au niveau des Conseils des ministres spécialisés par thématiques. Le choc des souverainetés a donc été aiguë par la crise et aussi par cette dimension morale - le repli sur soi - que j'ai déjà mentionnée.

2.2. Le choc de la mondialisation

Deuxième choc : le choc de la mondialisation, que l'on observe notamment tous les jours avec les crises géopolitiques, la montée de la Chine, de l'Inde et du Brésil. Il s'agit aussi d'un choc démographique qu'un seul chiffre permet de prouver : au lendemain de la guerre, l'Europe représentait 30 % de la population mondiale, alors qu'elle n'en comptera plus que 7 % en 2020. La démographie est très importante pour l'économie.

La mondialisation, c'est aussi un choc culturel : quand on a la possibilité, dans son travail, à quelque niveau que ce soit, de discuter avec les Chinois ou les Indiens, on voit que ces gens n'ont pas la même manière de raisonner que nous. Ils s'agacent quand nous arrivons chez eux avec la prétendue supériorité des valeurs occidentales. Comme ces peuples qui ont souvent eu faim - il y avait un milliard et demi de personnes qui ne mangeaient pas à leur faim il y a trente ans dans le monde -, ils veulent travailler, et ils travaillent

beaucoup, excessivement même : c'est le choc des vitalités.

Face à cette situation, je suis inquiet : l'Europe va-t-elle se résigner au déclin ou va-t-elle choisir la survie, et la survie avec les moyens de s'en sortir ? Rappelons-nous que l'union fait la force. Pour ma part, dès les années 1950, j'ai pensé que l'Europe avait le choix entre le déclin et la survie. On m'a dit depuis : « N'employez pas ce mot 'survie', c'est démobilisant, dites 'rénovation' ». Alors disons : l'Europe entre déclin et rénovation, tel est le problème crucial aujourd'hui.

2.3. Le choc des erreurs humaines

Et il y a évidemment le choc des erreurs humaines. Au niveau national, la mémoire est courte. J'avais dénoncé dans un Livre blanc en 1993 le choc des générations, qui touche tous nos pays. À ce moment-là, les générations adultes auraient dû se poser la question : « Que transmettrons-nous aux générations futures ? » : un pays endetté, des institutions de Sécurité sociale en déficit, un pays ne pouvant plus garantir les droits élémentaires, un potentiel insuffisant d'emplois. Nos générations ont péché par refus de regarder l'avenir et de penser à ceux qui viendraient après eux. Et ceux qui viennent après eux le paient durement aujourd'hui, par le chômage, et sans doute demain par une diminution de la protection sociale. La crise financière, l'essor des idéologies néolibérales et son corollaire, à savoir l'individualisme exacerbé dont j'ai parlé et auquel le pape François a fait allusion il y a deux ou trois jours, en ont été de dramatiques révélateurs.

Au niveau européen, pour essayer de contrecarrer tout cela, le traité de l'Acte unique a été proposé en 1985, puis signé et mis en œuvre en 1987. Il était fondé, dans le domaine économique et social, sur trois données : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit. Si l'on fait un petit bilan, la compétition a joué son rôle, parfois aux dépens des Français. La solidarité se manifeste par le budget européen, qui consacre 35 % de ses ressources aux pays les moins riches ou les moins développés. Le chaînon manquant, c'est celui de la coopération, c'est-à-dire de la volonté des peuples de coopérer entre eux pour le bien commun. Il s'agit à mon avis du point essentiel.

On accuse l'Europe de tous les maux : quand les gouvernements font des bêtises, « les peuples trinquent ». Et ce n'est pas la peine de chercher si l'Europe y est pour quelque chose, l'idée européenne n'y est pour

rien. Ce sont les erreurs des générations passées, dont la mienne, qui expliquent la situation.

La dernière erreur humaine portait sur la création de l'euro, qui était une entreprise très délicate et très risquée. Nous avons fait un marché commun, dans lequel les biens et les services circulent librement, tout comme les personnes. Mais c'est moins drastique qu'une monnaie commune, car une monnaie commune, vous l'avez dans votre poche et avec elle, vous mesurez où vous en êtes, où en est votre pays. La monnaie commune, c'est aussi un instrument de la domination politique. Je pense que l'on a été négligent dans la manière de la concevoir. D'une part, alors qu'il s'agissait d'une union économique et monétaire, on a fait l'union monétaire mais pas l'union économique, pourtant recommandée dans le rapport du Comité Delors de 1988. Par conséquent, en se focalisant exclusivement sur la monnaie, on a oublié que la politique globale d'un pays, c'est à la fois l'économie, le monétaire et le social. D'autre part, avant l'arrivée de la crise en 2007, pendant la période 1999-2007, ça a marché : le cours de l'argent était faible et la zone euro avait créé 15 millions d'emplois nouveaux. Mais nos dirigeants se sont-ils vraiment inquiétés de la situation ? En 2004 par exemple, la France et l'Allemagne n'observaient plus les règles de l'Union économique et monétaire, mais on a laissé passer, parce que c'était la France et l'Allemagne. Qui s'est préoccupé de l'argent facile en Espagne, au Portugal, en Irlande ? Qui s'est préoccupé du rôle joué par les banques ? On pouvait emprunter à 2-3 %, protégés par l'euro. Qui se préoccupait des bulles financières qui se créaient un peu partout à cette période ? Vous en avez vu les conséquences : le krach bancaire en Irlande, les difficultés bancaires très importantes en Grèce - où l'État est aussi en cause - au Portugal et en Espagne. En août 2011, quand la crise a été au plus fort, j'ai écrit à plusieurs reprises que « l'euro [était] au bord du gouffre ». On m'a trouvé excessif, mais hélas, c'était le cas. Et si j'insiste sur la responsabilité des gouvernements, des erreurs humaines, je n'accable personne individuellement, pour une raison simple : c'est que si l'on croit à l'Europe et si l'on veut assurer son avenir, s'il y a eu une responsabilité morale de l'Eurogroupe, alors l'Europe doit aider les pays en difficulté, tout en exigeant, bien-entendu, qu'ils remédient à leurs fautes. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours plaidé pour la responsabilité morale de l'Europe vis-à-vis de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Et je ne parle pas de l'argument politique : si la Grèce avait quitté l'euro, que serait-il arrivé ? Il y aurait peut-être eu une série de crises en cascade, et peut-être qu'aujourd'hui l'euro serait mort. Cette responsabilité morale de l'Europe

a été très difficile à faire prévaloir, d'autant plus que les dirigeants allemands étaient très hésitants, et que, depuis le début de la crise, on a perdu deux ans. Si nous avons gagné ces deux années, nous serions aujourd'hui dans une situation bien meilleure.

Voilà donc les chocs auxquels nos gouvernements et nous-mêmes, les populations d'Europe, sommes confrontés. Il faut insister sur le choc des souverainetés, surtout en France ; pour le choc de la mondialisation, tout le monde est à peu près au courant ; et pour le choc des erreurs humaines, n'en parlons pas...

3. La souveraineté partagée

Qu'est-il préférable pour un pays : subir les instructions venues du Conseil des ministres et de Bruxelles ou partager la souveraineté ? La question du partage plus ou moins grand de la souveraineté est l'une des clefs de l'avenir de l'Europe, même si la France s'est trop souvent montrée réticente dans ce domaine.

L'acquis de la construction européenne demeure considérable. Évoquons tout d'abord l'acquis institutionnel. Nous vivons à dix-sept dans la zone euro et à vingt-huit dans la Grande Europe, nous vivons avec un contrat de mariage qui repose sur la primauté du droit. Que pourrait donner la primauté du droit si elle avait été appliquée en Libye, en Syrie, entre les deux Corée ou autres. À un moment donné, le droit s'applique et permet aux pays de continuer à vivre ensemble. D'ailleurs, ils ont pris beaucoup d'habitudes d'agir et de vivre ensemble, indépendamment des intérêts économiques. L'acquis institutionnel est donc important, même s'il doit être enrichi.

Concernant la base économique, il ne faut pas simplement regarder ces quatre dernières années. Grâce au marché commun, la France a pu faire des progrès considérables : il faut se rappeler les *Golden sixties* ou les premières années de l'euro. Pendant longtemps, l'Europe a été un facteur d'aide à notre pays, comme à d'autres, pour résoudre ses problèmes, pour assurer son développement économique et social. Sur le plan économique, il ne faut jamais oublier la place de l'Union européenne dans le commerce mondial (35 % du commerce mondial) et dans l'aide au développement. L'Union européenne est la première pourvoyeuse d'aide au développement et de secours aux réfugiés ou aux personnes victimes de conflits.

L'Europe a aussi gardé l'esprit du *Welfare*, du bien-être. C'est le seul continent où l'on essaie de maintenir

des rapports équilibrés entre la société et l'individu. Dans certains pays, c'est la société qui domine, dans d'autres, comme les États-Unis, c'est l'individu. Dans notre civilisation, nous avons cet équilibre entre l'individu et la société ; en tant que personnaliste chrétien, je parle d'équilibre entre la personne et la communauté. Nous l'avons concrétisé par la Sécurité sociale, qui est une manière de mutualiser nos risques et qui est, dans le fond, un écho, peut-être un peu lointain, de la fraternité. Cette fraternité se traduit par le fait que chaque mois, en déduisant de nos salaires des cotisations, nous faisons un geste fraternel vis-à-vis de ceux qui sont malades, qui n'ont pas la chance d'être bien-portants, envers les familles, envers les retraités. Par conséquent, le *Welfare*, ou la Sécurité sociale, est un élément essentiel de la civilisation européenne. Il existe bien entendu plusieurs modèles différents : le modèle germanique, le modèle français ou encore le modèle nordique. Le rôle de l'État, des sociétés, des syndicats, du patronat n'y est pas le même, mais c'est un même principe qui nous unit, et nous devons donc y être attentifs. C'est d'ailleurs la même idée qui a expliqué la cohésion économique et sociale : au niveau européen, un tiers du budget est consacré aux pays les moins riches ou aux pays qui doivent se développer. Ça, c'est la marque de l'Europe, que l'on ne trouve pas ailleurs.

Les crises périodiques de cette Europe n'ont jamais été jusqu'à la cassure. En vous disant que « l'Europe n'est pas un long fleuve tranquille », je vous ai rappelé les difficultés rencontrées par l'Europe ; je vous ai dit que, à un moment, j'avais moi-même eu peur pour l'Europe, au moment des tensions franco-allemandes, mais elles ne se sont pas réalisées. Je n'irai pas jusqu'à dire, comme Jean Monnet, que « chaque crise permet un progrès nouveau » : ça c'était l'optimisme de Jean Monnet... La crise peut très bien emporter l'idée européenne, ou n'en laisser que de vagues formules, qui ne lui correspondent pas.

Cet acquis déplore toutefois un grand manque : l'absence de politique étrangère commune. Dans le traité de Maastricht de 1992, les responsables politiques ont trouvé une formule alambiquée pour expliquer qu'il y aurait peut-être une politique commune des Affaires étrangères et de la Défense, mais ils n'étaient pas d'accord entre eux. Je vais vous citer un exemple qui peut faire partie des mémoires. Alors que l'on préparait le traité de Maastricht, le ministre allemand dit : « Puisque nous allons avoir une politique étrangère commune, alors il faut aussi que nous ayons une politique de commune de défense. » Le Hollandais avait

aussitôt répondu : « Non, la politique de défense, c'est l'Alliance atlantique, c'est l'OTAN ». Et nous en sommes restés là, ce qui explique d'ailleurs que, quand la France est intervenue courageusement au Mali quelques jours avant que ce pays ne tombe dans la dérive et aux mains des terroristes, certains pays nous ont peu aidés. Mais on ne peut pas dire qu'il existe une politique européenne. Ce n'est pas le seul cas : ainsi, quand la France s'est opposée à la deuxième guerre d'Irak, elle n'a pas été suivie par ses collègues. Il faut avoir conscience des difficultés et des faiblesses de cette Europe. Il convient de voir les choses en face. L'Europe, ce sont des solidarités de fait économiques, monétaires et sociales, ce sont des solidarités de fait en matière de politique commerciale extérieure, mais ce n'est pas un géant en matière de politique étrangère.

4. Avancer ensemble

À partir de là, comment trouver des raisons d'espérer ? Comment essayer d'avancer ensemble ? J'aime beaucoup cette expression « avancer ensemble » : elle n'oblige pas celui qui est avec vous à renoncer à ce qu'il est. Il reste une personne différente de vous, mais nous avons à un moment, par les urgences de l'histoire, ou par une certaine conception du bien commun, décidé d'avancer ensemble. L'Europe ne peut pas avancer sans ce « moteur spirituel ». Sur la période de soixante ans, l'actif l'emporte sur le passif.

Le grand débat est de savoir si l'Europe sera une Europe influente ou une Europe puissance. Vous savez que nos dirigeants français ont toujours utilisé cette formule « d'Europe puissance ». Vous vous rappelez peut-être M. Václav Havel, qui fut un héros de la résistance contre le communisme et qui a été d'ailleurs à un moment président de la République tchèque. Pour lui, l'Europe devait renoncer à cette tentative de domination des autres : ce qui était important, c'était son influence. Je crois qu'il faut bien réfléchir à ces deux notions pour être utile au monde et pour ne pas se laisser dominer. Avant cette crise, quand l'Europe allait bien, plusieurs pays étaient tentés de copier le modèle de l'Europe. Ça a été le cas en Amérique du Sud avec le Mercosur et, de façon beaucoup plus pénible, avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie. Pourquoi ce modèle était-il tentant ? Parce que ces pays se rendaient compte que travailler ensemble, dans le respect de nos différences, apportait un plus. C'est en cela aussi que l'Europe des Vingt-Huit est utile au monde. Certes, il n'existe pas de politique étrangère commune mais l'ouverture vers l'extérieur est pourtant essentielle.

Nous vivons un moment où de grandes puissances sont en train de naître, nous prenons nos marchés, nos emplois - parce que c'est la concurrence du monde. Si nous ne regardons pas ce qui se fait à l'extérieur et n'essayons pas de l'influencer, où allons-nous ? De ce point de vue, deux éléments essentiels permettraient peut-être de positiver à nouveau l'Europe. Si vous suivez l'actualité, vous remarquerez que depuis quatre ans, on ne parle de l'Europe qu'à propos de l'euro, c'est-à-dire du destin de dix-sept pays. Mais nous étions vingt-sept, et avec la Croatie maintenant, nous sommes vingt-huit. Les autres se disent : « Mais que se passe-t-il ? ». Il faut donc redonner une nouvelle frontière à cette « Grande Europe ». Et là, il y a deux aspects essentiels : notre politique de voisinage avec l'est et le sud et notre responsabilité vis-à-vis d'autres puissances.

Tous les pays qui nous entourent, à l'est comme au sud, regardent l'Europe : est-ce un modèle, une référence ? Est-elle utile ? Nous devons travailler sur cette question. Beaucoup de citoyens d'Ukraine, d'ailleurs en Europe ou d'Afrique du nord se demandent où est l'Europe, après que de grands projets comme l'Union pour la Méditerranée soient restés lettre morte. Nous avons une responsabilité au moins vis-à-vis de notre voisinage, ne serait-ce que pour empêcher que ce voisinage ne vienne perturber notre stabilité intérieure.

Mais nous avons par ailleurs une responsabilité vis-à-vis des autres puissances. Avec les États-Unis, une négociation est en cours, et la France a raison de maintenir l'exception culturelle, parce que l'on ne peut pas vendre des films comme on vend des radiateurs. L'exception culturelle est essentielle pour un pays, tout comme l'agriculture. Quand j'étais président de la Commission, j'avais même établi un programme européen qui s'appelait Media et qui a permis à l'industrie cinématographique européenne de se redresser quelque peu. Concernant la Russie, si vous me disiez à la sortie de cette conférence : « Je ne partage pas votre enthousiasme, parce que j'ai vu chaque dirigeant européen aller voir M. Poutine pour obtenir une faveur en ce qui concerne les fournitures de gaz », je ne saurais pas quoi vous répondre. Vous avez raison, les Européens ne sont même pas capables d'aller ensemble traiter avec la Russie des livraisons de gaz. C'est pourquoi j'ai proposé il y a trois ans une Communauté européenne de l'énergie. Notre bien commun c'est aussi ça, une Communauté européenne de l'énergie qui doit faciliter la transition énergétique vers l'environnement. Et puis, n'oublions pas la Chine, l'Inde et le Brésil. Là aussi, en Chine, chacun de nos

dirigeants y va, essayant d'obtenir le meilleur pour ses propres entreprises. S'il n'y a pas un sursaut de l'Union européenne à vingt-huit, s'il n'y a pas une proposition de gens influents qui rappellent que notre honneur, notre avenir, notre destin, c'est de travailler ensemble sur ces questions, je crains beaucoup que l'Europe, quels que soient les progrès de la zone euro, ne puisse pas aller plus loin. Vous me direz : « vous êtes bien un militant européen, vous connaissez le passé, vous parlez de l'avenir avec un peu d'illusion, un peu d'espoir, mais pour l'instant, on est dans la crise, et cette crise il faut en sortir ».

Je pense que vous êtes convaincus maintenant qu'il faut concilier l'assainissement financier nécessaire et la préparation de l'avenir. Et c'est là où le bât blesse aussi. L'un des grands Européens, M. Tommaso Padoa-Schioppa, qui a été directeur de la Banque d'Italie, directeur général à la Commission européenne, membre de la Banque centrale européenne, disait au début de la crise 2007-2008 : « Aux États la rigueur, à l'Europe la relance ». Si les Européens avaient voulu redonner confiance à l'Europe, il aurait fallu qu'à côté des politiques rigoureuses pratiquées par nos gouvernements, l'Europe donne des gages d'espoir, des moyens de préparer l'avenir par des programmes communs d'investissement et en faveur des jeunes. Mais ce signe d'avenir, ce signe d'espoir ne s'est pas encore concrétisé, même si je note, depuis quelques semaines, des avancées positives.

Ensuite, nous devons consolider l'Union économique et monétaire en rétablissant l'équilibre entre l'économique et le monétaire. Il faut créer cette union bancaire, qui évitera aux banques de nous mettre sur la paille, comme il y a quatre ans. Il faut doter cette Union économique et monétaire d'une capacité budgétaire propre et d'une possibilité de mutualiser. Bien sûr, chaque pays a sa responsabilité et je n'ai jamais demandé qu'il y ait quelque part une autorité charitable qui verse de l'argent, sans contrepartie, à ceux qui avaient fait des bêtises. Mais à un moment donné, si nous voulons vraiment avoir une Europe économique, financière et sociale, il faudra accepter une mutualisation d'une partie des risques. Si vous dites cela à un Allemand, il vous répondra que c'est ce que nous faisons. C'est vrai, ils se sont engagés pour 160 milliards d'euros depuis le début de la crise. Mais on ne peut pas faire l'Europe à moitié : il faut qu'à un moment donné, compte tenu de nos divergences économiques, compte tenu du fait que, pendant cette crise, la désindustrialisation a marquée, non seulement la France mais aussi l'Espagne, le Portugal, et d'autres pays,

nous rétablissions un développement équilibré dans tous les pays. L'industrie reste au cœur de l'avenir, même si, aujourd'hui, les services représentent 60 % de notre richesse nationale. En effet, c'est l'industrie qui provoque la recherche, l'innovation, l'investissement. Il faudra, à un moment donné, que cette Union économique et monétaire permette à tous les pays de retrouver des bases raisonnables et équilibrées entre agriculture, industrie et services.

Il existe pour cela une formule, prévue dans le traité, c'est la « coopération renforcée », c'est-à-dire la possibilité pour certains pays d'aller plus loin ensemble, tout en respectant les règles des autres. Si l'Union économique et monétaire ne s'organise pas comme une coopération renforcée, je crains que nous ayons encore beaucoup de difficultés et que, surtout, les aigreurs s'accroissent entre les pays, compte tenu des différences de développement et autres, quels que soient les mérites des pays qui ont réussi, ce qui n'est pas en cause.

Nous avons le devoir de « repositiver » la Grande Europe, et pour cela rétablir une balance des droits et des devoirs entre les pays. Je suis assez agacé de voir qu'on ne parle que des droits, mais peut-il exister des sociétés où il n'y ait que des droits et pas de devoirs ? Si cette société a un nom, c'est la société individualiste, c'est la société qui croit que l'individu peut tout se permettre. Si l'Europe veut être conforme à son passé, aux meilleures valeurs qui ont été les siennes, elle doit rééquilibrer droits et devoirs. Si vous avez le courage de lire des articles uniquement consacrés aux techniques européennes, vous verrez qu'il y a deux façons de vivre ensemble : soit par le droit et les institutions, soit par l'esprit de coopération et la volonté politique. Le droit ne peut pas remplacer la politique. La contrainte ne peut pas remplacer l'esprit et l'élan. C'est pourquoi l'esprit de coopération est central pour l'avenir de l'Europe. On doit le développer de toutes les manières possibles, par les jumelages entre les villes, par les négociations entre les organisations patronales et syndicales, par l'école ou par le programme Erasmus que j'ai lancé, qui est un très beau succès pour nos étudiants et qu'il faudrait développer aussi pour les lycéens. Il faut absolument que nous allions chez les autres pas simplement pour des raisons touristiques, mais aussi pour mieux nous comprendre, pour être heureux d'être ensemble dans la diversité. Tout ceci, c'est l'esprit d'ouverture aux autres, l'esprit de coopération. À supposer même que de nouveaux abandons de souveraineté soient nécessaires et mis en œuvre, rien de grand ne sera possible sans que revive

l'esprit fondateur, le choix en faveur des valeurs fondamentales de l'Europe, l'aptitude à vivre et à travailler ensemble, la conciliation - si bien réussie à certains moments - entre l'idéal et la nécessité, la puissance et la générosité.

Vous me permettez de conclure en rappelant une phrase d'un grand intellectuel, présent à La Haye, Denis de Rougemont : « La vocation de l'Europe se définit

clairement, elle est d'unir ses peuples selon leur vrai génie, qui est celui de sa diversité, et dans la condition de notre époque, qui sont celles de la communauté, pas seulement l'homme et la société, la personne et la communauté, afin d'ouvrir au monde la voie qu'il cherche, la voie des libertés organisées, la voie de la paix ».

Je vous remercie.

Sur les mêmes thèmes...

REPENSER L'UEM ET « REPOSITIVER » LA GRANDE EUROPE

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juillet 2013
(intervention lors d'une conférence publique organisée par la Fondation Gulbenkian le 5 juin 2013 à Lisbonne)

N'AYEZ PAS PEUR, NOUS Y ARRIVERONS !

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juin 2013
(intervention lors du Forum des progressistes européens le 15 juin 2013 à Paris)

L'EUROPE ENTRE RENOUVEAU ET DÉCLIN

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juin 2013
(intervention lors d'une séance publique de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique le 6 mai 2013 à Bruxelles)

RECONSTRUIRE LA GRANDE EUROPE

Jacques Delors, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, juin 2013
(traduction française d'une interview publiée par le journal portugais *Pública* le 16 juin 2013)

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*